



Bulletin monétaire et financier - 1^{er} semestre 2018

Les éléments d'analyse de la présente note exposent les évolutions majeures, au second semestre 2018, de la conjoncture économique nationale. Elle met l'accent sur l'évolution des comptes extérieurs, de la situation monétaire, de la liquidité bancaire et de l'inflation.

1. la balance des paiements.

Après leur chute à 40,6 dollars le baril au premier semestre de 2016, les prix du pétrole n'ont cessé de se raffermir pour passer à 50,9 dollars, en moyenne, au premier semestre de 2017 et atteindre 71,8 dollars au premier semestre de 2018 (57,5 dollars au second semestre de 2017). Cette hausse a été continue depuis le second trimestre de 2017.

En revanche, la baisse des quantités d'hydrocarbures exportées, exprimées en tonnes équivalent pétrole (TEP), entamée au premier semestre de 2017, s'est poursuivie au cours des deux derniers semestres, passant de 54,96 millions de TEP au premier semestre de 2017, à 53,27 millions de TEP au second semestre de la même année et à 51,40 millions de TEP au premier semestre de 2018, soit une baisse de 6,48 % entre les premiers semestres de 2017 et 2018.

Néanmoins, en raison de la remontée substantielle des prix du pétrole de près de 41,16 % entre le premier semestre 2017 et celui de 2018, les exportations d'hydrocarbures en valeur ont nettement augmenté, à hauteur de 19,32 milliards de dollars au premier semestre de 2018 contre 16,15 milliards au premier semestre de 2017, soit une hausse de 19,6 %.

Quant aux exportations hors hydrocarbures, structurellement faibles et peu diversifiées, elles ont connu une nette progression de près de 51,2 % entre le premier semestre de 2017 et celui de 2018, passant de 0,679 à 1,027 milliard de dollars. Cette progression des exportations hors hydrocarbures a concerné, pour l'essentiel, les produits semi-finis (engrais phosphatés et azotés).

La hausse des exportations d'hydrocarbures et hors hydrocarbures a fait progresser les exportations totales à 20,34 milliards de dollars au premier semestre de 2018 contre 16,83 milliards au premier semestre de 2017 (20,8 %).

Les importations de biens (fob), qui avaient atteint le pic de 59,7 milliards de dollars en 2014, ont nettement baissé à 52,6 milliards de dollars en 2015 et plus modestement à 49,4 milliards de dollars en 2016. En 2017, cette baisse s'est nettement ralentie et les importations de biens ont reculé à seulement 49,0 milliards de dollars. Au premier semestre de 2018, elles s'établissent à 23,9 milliards de dollars, en baisse de 811 millions de dollars par rapport au premier semestre de 2017 et de 322 millions de dollars par rapport au second semestre de la même année.

Par groupe de produits, les importations de produits alimentaires (18,3 % du total des importations de biens au premier semestre de 2018), qui avait fortement baissé entre le second semestre de 2014 et le premier semestre de 2016, passant de 5,58 milliards de dollars à 3,87 milliards de dollars, ont repris leur hausse au second semestre de la même année (3,99 milliards de dollars) pour la poursuivre au premier semestre de 2017 à hauteur de 4,24 milliards de dollars. En baisse à 3,83 milliards de dollars au second semestre de 2017, elles ont repris leur hausse au premier semestre de 2018 pour atteindre 4,38 milliards de dollars, leur niveau le plus élevé depuis le premier semestre de 2015.

Les importations de biens d'équipements industriels (25,1 % du total des importations de biens) qui avaient baissé du premier semestre de 2015 au second semestre de 2017, passant de 9,22 milliards de dollars au second semestre de 2014 à 6,34 milliards au second semestre de 2017 (-31,3 %), ont substantiellement augmenté, au cours du premier semestre de 2018, à 7,27 milliards de dollars. Dans les faits, cette hausse est liée au reclassement des importations de véhicules de tourisme et des collections en CKD de ces mêmes véhicules dans le groupe des biens d'équipement industriels (auparavant classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires). En conséquence, les importations de biens d'équipement industriels nécessaires à l'investissement ont encore reculé au premier semestre de 2018, pour s'établir à 6,02 milliards de dollars, en baisse de près de 14,5 %, par rapport au second semestre de 2017.

Les importations de produits semi-finis (22,53 % du total des importations de biens) avaient diminué de 6,41 milliards de dollars au premier semestre de 2014 à 5,23 milliards de dollars au second semestre de 2016. Depuis, leur niveau semble se stabiliser autour d'une moyenne de 5,22 milliards de dollars. Au premier semestre de 2018, ils s'établissent à 5,15 milliards de dollars contre 5,07 milliards au premier semestre de 2017 et 5,42 milliards au second semestre.

En ce qui concerne les importations de biens de consommation non alimentaires (18,4 % du total des importations), leur baisse, entamée dès le premier semestre 2014 (5,13 milliards de dollars), s'est poursuivie jusqu'au second semestre de 2015 (3,90 milliards de dollars). Elles se sont relativement stabilisées au cours des quatre semestres suivants pour chuter brusquement, à 3,14 milliards de dollars au premier semestre de 2018. Cependant, le classement, économiquement plus pertinent, des importations de véhicules de tourisme et des collections en CKD de ces mêmes véhicules dans le groupe des biens de biens de consommation non alimentaires, se traduirait par une hausse des importations de cette catégorie de biens à 4,40 milliards de dollars (+10,1 % par rapport au premier semestre de 2017).

Enfin, les importations du groupe « énergie » (carburants), qui avaient atteint des pics de plus de deux (02) milliards de dollars, en moyenne semestrielle, en 2013, ont diminué en 2014 et 2015 pour se stabiliser à hauteur de 600 millions de dollars par semestre en 2016. En 2017, elles sont remontées jusqu'à 1,11 milliards de dollars au second semestre pour revenir à 625 millions de dollars au premier semestre de 2018.

Au total, la tendance à la baisse des importations de biens d'équipement industriels et la reprise de la hausse de celles des biens de consommation alimentaires et non alimentaires indiquent clairement que le recul des importations, significatif en 2015 et plus modéré en 2016 et 2017, a été moins favorable à l'investissement et donc à l'activité économique, qu'à la consommation finale.

L'augmentation des exportations totales de biens de 20,8 % au premier semestre de 2018 (+3,51 milliards de dollars) par rapport au même semestre de 2017 et le léger recul des importations (- 811 millions de dollars) se sont

traduits par la réduction du déficit de la balance commerciale de 7,9 milliards de dollars au premier semestre de 2017 à 3,6 milliards au premier semestre de 2018, soit une baisse de 54,7 % entre ces deux périodes.

Quant à l'évolution de la balance du poste « services, hors revenus des facteurs », elle est principalement corrélée à celle des importations des services techniques (bâtiment, travaux publics et autres) alors que les exportations de services, au cours des cinq derniers semestres, ont été relativement stable et ont évolué autour d'une moyenne de 1,6 milliard de dollar. C'est ainsi que par rapport au premier semestre de 2017, le déficit du poste « services, hors revenus des facteurs » s'est nettement réduit, passant de 4,35 milliards de dollars à 3,79 milliards au premier semestre de 2018 (-12,8 %), en raison de la diminution des importations de près de 6,0 milliards de dollars à 5,45 milliards. Par contre, par rapport au second semestre de 2017, la remontée du déficit du premier semestre 2018 est liée à celle des importations (+ 245 millions de dollars).

Le déficit du poste « revenus des facteurs » s'est nettement creusé au premier semestre de 2018 par rapport aux deux semestres de 2017 et s'établit à 1,85 milliard de dollar contre, respectivement, 1,23 et 1,36 milliard de dollars en raison principalement de la diminution des flux de revenus des facteurs (réserves de change) rapatriés de près de moitié (de 1,02 milliard de dollar au premier semestre de 2017 à 0,61 milliard au premier semestre de 2018).

S'agissant de l'excédent du poste « transferts nets », il s'élève à 1,74 milliard de dollars, en hausse de 27,6 % par rapport au premier semestre de 2017 et de 8,7 % par rapport au second, dans un contexte de légère dépréciation de l'euro face au Dollar (4,5 % en moyenne mensuelle entre janvier et juin 2018). C'est l'excédent le plus élevé depuis celui enregistré au second semestre de 2014 (1,74 milliards de dollars).

Au total, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est réduit de 12,12 milliards de dollars au premier semestre de 2017 (9,97 milliards au second semestre) à 7,49 milliards au même semestre de 2018, en raison principalement de la réduction du déficit de la balance commerciale et dans une moindre mesure de celui du poste « services hors revenus des facteurs ».

Compte tenu du léger déficit du solde du compte « capital et opérations financières » de 447 millions de dollars au premier semestre de 2018, le solde global de la balance des paiements affiche un déficit proche de celui du compte courant, à hauteur de 7,93 milliards de dollars.

2. les réserves de change.

En lien avec la baisse du déficit du solde global de la balance des paiements, les réserves de change se sont contractées de 8,72 milliards de dollars, passant de 97,33 milliards de dollars à fin décembre 2017 à 88,61 milliards à fin juin 2018, soit légèrement plus que le déficit du solde global de la balance des paiements en raison de l'effet de valorisation négative de près de 790 millions de dollars, lié à l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro entre janvier et juin 2018.

Il est utile d'observer qu'en dépit de la remontée du prix moyen du pétrole à près de 71 dollars le baril, durant le premier semestre de l'année en cours, en contexte de baisse des quantités exportées, le déficit du solde global de la balance des paiements (et corrélativement l'érosion des réserves de change) demeure encore relativement élevé. Compte tenu de l'évolution attendue des prix du pétrole, des limites observées à la compression des importations, notamment des biens de consommation alimentaires et non alimentaires, et des perspectives d'évolution des exportations hors hydrocarbures, à moyen terme, des efforts supplémentaires d'ajustement sont nécessaires pour rétablir les équilibres macroéconomiques pour assurer la viabilité de la balance des paiements et limiter l'érosion des réserves officielles de change. Ces efforts devraient s'intégrer dans un vaste programme de réformes structurelles pour libérer le fort potentiel de croissance de l'économie nationale et diversifier l'offre domestique et les exportations de biens et services.

3. les cours de change du dinar.

En lien avec l'évolution, en cours de fin de période, des cours de change euro / dollar sur les marchés internationaux de change entre juin 2016 et juin 2017, le second semestre de 2016 et le premier semestre de 2017, ont connu une relative stabilisation du cours de change du dinar vis-à-vis des deux principales monnaies de règlement de l'Algérie.

En 2017, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar de 12,4 % (entre décembre 2016 et décembre 2017) a induit une dépréciation du dinar de 3,3 % vis-à-vis de la monnaie européenne et de 1,3 % vis-à-vis de la monnaie américaine. En cours de fin de période, le dinar s'est déprécié de 15,4 % par rapport à l'euro et de 3,8 % vis-à-vis du dollar, entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017. Ces dépréciations sont intervenues essentiellement au second semestre de l'année 2017, soit des dépréciations de 10,5 % et 6,2 % vis-à-vis de l'euro et du dollar, respectivement.

Le glissement du dinar, en cours de fin de période, notamment par rapport à l'euro, reflète donc et dans une très large mesure l'évolution des cours de change des deux principales monnaies de règlement de l'Algérie - de l'euro par rapport à la quasi-totalité des monnaies et du dollar par rapport à certaines monnaies de pays partenaires - dans un contexte de persistance des déséquilibres des comptes extérieurs et publics et d'évolution défavorable de certains fondamentaux de l'économie nationale, notamment le différentiel d'inflation avec nos principaux partenaires commerciaux.

Sur les six (06) premiers mois de 2018, l'évolution des cours de change du dinar, en moyenne mensuelle, vis-à-vis de l'euro et du dollar reflète globalement l'évolution des cours de change de l'euro face au dollar sur les marchés internationaux. Entre décembre 2017 et mars 2018, le cours de change de l'euro face au dollar est passé de 1,18 à 1,23 dollar, soit une appréciation de 4,24 %. En revanche, l'euro s'est déprécié face au dollar de près de 5,69 %, entre mars et juin 2018.

En phase avec ces évolutions, le dinar s'est légèrement apprécié face au dollar de 0,87 % entre décembre 2017 et mars 2018 et s'est déprécié face à l'euro de 3,04 % sur la même période. Inversement, entre mars et juin 2018, le dinar s'est déprécié face au dollar de 3,09 % et s'est apprécié de 2,94 % face à l'euro.

Ces évolutions traduisent, ainsi, des ajustements limités du cours de change du dinar par rapport à ces deux monnaies, en relation avec les évolutions de leurs cours sur les marchés internationaux, en contexte de relative amélioration des fondamentaux (meilleure tenue des prix du pétrole et, dans une moindre mesure, réduction du différentiel d'inflation).

4. les finances publiques (mai 2018).

Dans un contexte de légère baisse des exportations d'hydrocarbures en volume, la hausse du prix moyen du pétrole au cours des cinq (05) premiers mois de 2018 par rapport aux mêmes mois de 2017, s'est traduite par une augmentation des recettes des hydrocarbures à hauteur de 1179,0 milliards de dinars contre 955,4 milliards de dinars à fin mai 2017. Cette hausse de la fiscalité pétrolière, conjuguée à l'augmentation des recettes non fiscales (dividendes versés par la Banque d'Algérie) qui sont passées de 919 milliards en 2017 à 1000 milliards de dinars en 2018, a porté les recettes budgétaires totales à 3426,6 milliards de dinars contre 3171,3 milliards de dinars, à fin mai 2017.

Cependant, la hausse substantielle des dépenses totales qui ont atteint 4079,0 milliards de dinars (contre 3222,5 milliards de dinars à fin mai 2017) a abouti à un creusement du déficit budgétaire qui a atteint 652,4 milliards de dinars, à fin mai 2018 contre 151,2 milliards de dinars, à fin mai 2017.

Il est utile d'observer que la forte hausse des dépenses budgétaires totales est liée, pour l'essentiel, à celle des opérations en capital (dotation comptes d'affectation spéciale, bonifications taux d'intérêt, règlement des créances sur l'Etat et contribution du budget de l'Etat au profit de la CNAS) et beaucoup moins aux dépenses d'investissement de l'Etat.

5. la situation monétaire.

Au premier semestre de 2018, la masse monétaire (M2) s'est accrue de 6,42 % contre 4,27 % au premier semestre de 2017. Hors dépôts en devises et dépôts du secteur des hydrocarbures, elle a augmenté de 6,09 % ; les dépôts du secteur des hydrocarbures s'étant stabilisés, entre décembre 2017 et juin 2018 et ceux en devises ayant augmenté de 10,42 %.

Cette hausse des liquidités monétaires et quasi monétaires totales a concerné autant la circulation fiduciaire (3,11 %) que les dépôts à vue dans les banques (6,43 %) et CCP (14,51 %) et les dépôts à terme (7,71 %) de sorte que dans les banques, les dépôts à vue représentent 48,53 % du total des dépôts à vue et à terme (hors dépôts en garantie) et les dépôts à terme 51,47 %. En outre, la part

de la monnaie fiduciaire dans M2 a encore diminué, à fin juin 2018, à 30,52 % contre 31,5 %, à fin décembre 2017 et 32,55 %, à fin décembre 2016.

La hausse des dépôts totaux dans les banques au premier semestre de 2018 (7,01 % hors dépôts en garantie) a été plus élevée, qu'au premier semestre de 2017 (4,78 %) mais légèrement moins élevée qu'au second semestre de la même année (7,93 %). Par secteur juridique, cette hausse a été plus élevée pour les dépôts du secteur économique public (11,87 %) que pour les dépôts du secteur privé et ménages (5,47 %) tandis que les dépôts des autres entités économiques, ont baissé de 6,94 %.

Par secteur juridique et nature des dépôts, la part du secteur économique public dans les dépôts à vue dans les banques (4781,8 milliards de dinars) a augmenté pour s'établir à 52,72 % contre 37,04 % au secteur privé alors qu'à fin décembre 2017, ces parts étaient quasiment égales. Pour les dépôts à terme dans les banques (5071,4 milliards de dinars), la part du secteur privé et ménages représente 71,6 % du total (3631,0 milliards de dinars) et celle du secteur économique public 28,4 % (1336,5 milliards de dinars).

Les contreparties de la masse monétaire.

En contexte de relative stabilité du cours de change, en moyenne mensuelle, de l'euro face au dollar pour les mois de décembre 2017 et juin 2018 et en lien avec le déficit du solde global de la balance des paiements, les avoirs extérieurs nets (réserves de change exprimées en dinars) ont diminué de 7,1 % au premier semestre 2017. Cependant, au titre du déficit du solde global de la balance des paiements, la destruction de monnaie a été de 7,933 milliards de dollars en équivalent dinars.

Les crédits nets à l'Etat ont encore augmenté de 9,51 %, passant de 4691,9 milliards de dinars, à fin décembre 2017 à 5138,1 milliards de dinars, à fin juin 2018, sous l'effet, principalement, de l'augmentation des créances nettes de la Banque d'Algérie sur le Trésor qui passent de 1967,4 milliards de dinars à fin décembre 2017 à 2316,6 milliards de dinars à fin juin 2018 (injection de monnaie). Pour mémoire, l'encours du financement non conventionnel du Trésor par la Banque d'Algérie est demeuré, à fin juin 2018, identique à celui de

fin mars 2018, soit 3585 milliards de dinars (2185 milliards de dinars au 4ème trimestre de 2017 et 1400 milliards de dinars au premier trimestre de 2018).

Les crédits à l'économie ont poursuivi leur progression, au cours du premier semestre de 2018, au rythme de 5,95 % contre 7,05 % au premier semestre de 2017 et 4,87 % au second. Avec un flux net de crédits supplémentaire de 528 milliards de dinars, au premier semestre de 2018, ce sont les crédits à l'économie qui ont le plus contribué à l'accroissement de la masse monétaire ; l'accroissement des crédits nets à l'Etat ayant été de 446,2 milliards de dinars.

L'analyse de la structure des crédits par secteur juridique, à fin juin 2017, montre que la part des crédits au secteur public est passée de près de 49,97 % à fin 2016, à 49,21 %, à fin juin 2017 et celle des crédits au secteur privé est passée de 50,03 % à 50,78 % dont 7,04 % aux ménages.

Sur la base des situations mensuelles des banques, les crédits accordés au secteur économique public, ont atteint 4640,7 à fin juin 2018 contre 4311,3 milliards de dinars à fin décembre 2017, soit une hausse de 7,64 %. Les crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages) se sont accrus de 4,35 %, passant de 4568,3 milliards de dinars, à fin décembre 2017, à 4766,8 milliards de dinars, à fin juin 2018.

Les crédits accordés aux ménages, essentiellement des crédits hypothécaires, ont atteint 716,4 milliards de dinars, à fin juin 2018 contre 656,7 milliards de dinars, à fin décembre 2017, soit une hausse de 9,09 % contre 11,16 %, au premier semestre de 2017 et 10,09 % au second.

L'évolution de la structure des crédits par maturité, rachats de créances déduits, indique la prédominance des crédits à long terme, principalement les crédits accordés aux entreprises publiques du secteur de l'énergie. Ainsi, la part des crédits à court terme est passée de 25,88 %, à fin 2017 à 26,87 %, à fin juin 2018, celle des crédits à moyen de 20,77 % à 18,62 % et celle des crédits à long termes de 53,35 % à 54,51 %.

Après les baisses enregistrées en 2015 et 2016, **la liquidité bancaire** s'est relativement stabilisée, après le lancement des opérations d'open market d'injections de liquidités à partir de mars 2017, pour ensuite croître fortement, dès novembre 2017, après la mise en œuvre du financement non

conventionnel. Elle avait atteint 1380,6 milliards de dinars, à fin 2017, soit une croissance de 68,2 %, par rapport à son niveau de fin 2016.

En prévision de l'accroissement de l'excès de liquidité avec les nouveaux achats directs de titres du Trésor au début de l'année 2018 (1400 milliards de dinars), la Banque d'Algérie a, pour prévenir toute poussée inflationniste, repris les opérations d'open market d'absorption de la liquidité à différentes échéances (24 heures, une semaine puis un mois) le 08 janvier 2018 et relevé le taux de réserves obligatoires de 4 % à 8 % le 15 janvier. Cette conduite de la politique monétaire a stabilisé l'encours de la liquidité bancaire autour de 1500 milliards de dinars, entre janvier et juin 2018.

En outre, pour maintenir la dynamique des transactions et pérenniser ainsi l'ancrage des taux d'intérêt du marché monétaire interbancaire sur le taux d'intérêt directeur (taux des opérations d'open market à sept jours), la Banque d'Algérie a encore relevé le taux de la réserve obligatoire de 8 % à 10 %, en juin 2018.

Adossée à la gestion prévisionnelle hebdomadaire de la liquidité bancaire qui permet de déterminer les montants adéquats à absorber (ou à injecter), les montants moyens transigés sur le segment au jour le jour du marché interbancaire se sont situés dans l'intervalle [11,4 - 59,4] milliards de dinars contre [12,6 - 98,3] milliards de dinars au second semestre de 2017 et ceux du segment à terme dans la fourchette [8,3 - 24,3] milliards de dinars contre [14,2 - 27,9] milliards au second semestre de 2017. Quant aux taux d'intérêt, ils se sont situés entre [1,27622 - 1,50418] pour cent (%) sur le marché au jour le jour et entre [1,81281 - 3,27999] % sur le marché à terme.

6. l'inflation.

Le rythme annuel moyen de l'inflation, qui s'était accéléré durant douze (12) mois consécutifs jusqu'au mois de mars 2017 (7,07 %), s'était ralenti au cours du second semestre de 2017 pour atteindre 5,59 % en décembre. Cette décélération s'est poursuivie jusqu'au mois d'avril 2018 (4,33 %) pour ensuite amorcer une légère hausse et s'établir à 4,58 %, à juin 2018.

Par rapport à juin 2017, le ralentissement du rythme de croissance de l'inflation, en moyenne annuelle, a concerné sept (07) des huit groupes de produits. Les reculs les plus importants ont concerné les groupes « habillement et chaussures » et « transport et communication », dont les indices de prix ont diminué, respectivement, de 5,8 et 5,4 points de pourcentage, en une année.

Par catégories de biens, la décélération de l'inflation est attribuable, principalement, à celle des biens manufacturés dont le rythme annuel moyen d'augmentation est passé de 9,44 % en juin 2017 à 5,51 %, en juin 2018 en raison de la forte baisse des prix du groupe « habillement et chaussures ».

Cependant, à partir de mai 2018, une légère reprise de l'inflation globale (en moyenne annuelle) est observée (de 4,33 % en avril à 4,58 % en juin). Elle est attribuable aux hausses des rythmes d'augmentation des prix des groupes « habillement et chaussures » et surtout « alimentaire », essentiellement les produits agricoles frais dont les prix ont augmenté en un mois de 6,35 %, en mai et de 3,16 % en juin 2018.

La légère reprise de l'inflation au cours des deux derniers mois du premier semestre de 2018 est encore plus nette en glissement annuel (mois « n » de l'année « t » par rapport au mois « n » de l'année « t-1 »). L'inflation globale, après avoir reculé à 3,15 % en mars 2018 est remontée à 6,49 %, en juin 2018. Par groupe de produits, elle est attribuable principalement aux produits alimentaires (de 1,01 % en mars à 8,53 % en juin) et parmi eux à l'inflation des produits agricoles frais qui est passée de -1,0 % en mars à 13,62 % en juin 2018.

La croissance, en moyenne annuelle, de l'indice des prix à la consommation des biens à fort contenu d'import, de poids relatif de 23,1 %, a diminué de 6,7 % en juin 2017 à 2,93 % en juin 2018, indiquant ainsi sa faible contribution à l'inflation globale et corrélativement celle des prix à l'importation et/ou du taux de change.

L'inflation sous-jacente (en moyenne annuelle), mesurée par l'évolution de l'indice des prix hors produits à prix volatils, en l'occurrence ceux des produits agricoles frais, a reculé de 6,83 % en juin 2017 à 4,45 % en juin 2018, soit un niveau inférieur à l'inflation globale. Cela traduit un recul de l'inflation à caractère structurel.

Les différentes tendances exposées, ci-dessus, sont illustrées, dans les différents tableaux statistiques, en annexe, au présent bulletin :

- Balance des paiements.
- Réserves de change.
- Evolution du taux de change du dinar algérien.
- Situation monétaire.
- Les contreparties de la masse monétaire.
- Structure des dépôts.
- Répartition des crédits à l'économie par maturité et par secteur.
- Evolution de la liquidité bancaire.
- Indicateurs des finances publiques.
- Indicateurs du marché monétaire (fin de période).

BALANCE DES PAIEMENTS : EN MILLIARDS DE DOLLARS US

	2017							2018 *		
	T1	T2	S1	T3	T4	S2	Année	T1*	T2*	S1*
Solde extérieur courant	-6,393	-5,728	-12,122	-5,050	-4,921	-9,971	-22,093	-4,438	-3,048	-7,486
Balance commerciale	-4,201	-3,700	-7,901	-3,510	-3,001	-6,511	-14,412	-2,168	-1,414	-3,582
Exportations (f.o.b)	8,766	8,069	16,834	8,075	9,659	17,735	34,569	10,187	10,155	20,342
Hydrocarbures	8,386	7,769	16,155	7,776	9,271	17,047	33,202	9,671	9,644	19,315
Autres	0,380	0,300	0,679	0,299	0,388	0,687	1,367	0,516	0,511	1,027
Importations (f.o.b)	-12,966	-11,769	-24,735	-11,586	-12,660	-24,246	-48,981	-12,354	-11,570	-23,924
Services hors revenus des facteurs, net	-2,392	-1,956	-4,348	-1,780	-1,914	-3,695	-8,043	-2,020	-1,773	-3,792
Crédits	0,745	0,882	1,627	0,726	0,784	1,510	3,137	0,752	0,906	1,658
Débits	-3,137	-2,838	-5,975	-2,506	-2,699	-5,205	-11,179	-2,772	-2,679	-5,450
Revenus des facteurs, net	-0,542	-0,691	-1,233	-0,654	-0,707	-1,381	-2,594	-1,082	-0,765	-1,847
Crédits	0,667	0,354	1,021	0,869	0,372	1,241	2,262	0,295	0,316	0,611
Débits	-1,210	-1,045	-2,254	-1,522	-1,079	-2,602	-4,856	-1,377	-1,081	-2,458
Paiements des intérêts	-0,009	-0,011	-0,019	-0,005	-0,013	-0,018	-0,037	-0,009	-0,004	-0,012
Autres	-1,201	-1,034	-2,235	-1,518	-1,066	-2,584	-4,819	-1,368	-1,077	-2,446
dont: Part des associés de comp.net	-0,886	-0,714	-1,600	-0,837	-0,783	-1,620	-3,221	-1,019	-0,796	-1,814
Transferts, net	0,741	0,618	1,360	0,895	0,701	1,596	2,955	0,831	0,904	1,735
Crédits	0,660	0,849	1,710	0,916	0,773	1,689	3,398	0,961	0,989	1,950
Débits	-0,119	-0,231	-0,350	-0,022	-0,071	-0,093	-0,443	-0,129	-0,085	-0,214
Solde du compte capital	0,016	1,044	1,060	-0,257	-0,472	-0,729	0,331	0,081	-0,528	-0,447
Compte capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,001	0,000	0,000	0,000
Investissements directs	0,268	0,333	0,601	0,275	0,330	0,605	1,206	0,314	0,317	0,631
Capitaux officiels (net)	-0,103	0,058	-0,044	0,044	-0,066	-0,022	-0,066	-0,064	0,022	-0,042
Tirage MLT	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Amortissement MLT	-0,030	-0,048	-0,078	-0,022	-0,068	-0,090	-0,168	-0,020	-0,041	-0,061
Tirage CT	0,956	1,055	2,010	1,016	0,979	1,995	4,005	0,841	0,776	1,617
Amortissement CT	-1,028	-0,948	-1,976	-0,950	-0,977	-1,927	-3,903	-0,885	-0,713	-1,598
Erreurs et omissions+crédits à CT (net)	-0,150	0,652	0,502	-0,576	-0,737	-1,313	-0,810	-0,168	-0,668	-1,036
dont: Solde monnaie fiduciaire	-0,220	0,108	-0,112	-0,192	0,081	-0,111	-0,222	-0,083	-0,139	-0,223
dont: Solde créances	0,074	0,542	0,616	-0,385	-0,885	-1,270	-0,654	-0,084	-0,680	-0,764
dont: Swap or										
dont: erreurs et omissions	-0,004	0,001	-0,003	0,001	0,067	0,068	0,066	-0,001	-0,049	-0,050
Solde global	-6,377	-4,685	-11,062	-5,307	-5,394	-10,700	-21,762	-4,357	-3,577	-7,933
Financement	6,377	4,685	11,062	5,307	5,394	10,700	21,762	4,357	3,577	7,933
Augmentations des réserves brutes (-)	6,377	4,726	11,104	5,254	5,450	10,704	21,808	4,282	3,702	7,984
Rachats au FMI										
Autres créances		-0,042	-0,042	0,052	-0,042	0,010	-0,031	0,074	-0,055	0,020
Position de réserves au FMI				0,000	-0,014	-0,014	-0,014		-0,071	-0,071

* Données préliminaires

Réserves de change

	mar-17	juin-17	sept-17	déc-17	mar-18	juin-18
Réserve y compris DTS	108 495,5	106 291,7	102 400,3	97 332,3	94 529,4	88 608,8
Variation de stock *	- 6 377,5	- 11 062,2	- 16 368,9	- 21 762,5	- 4 356,9	- 7 933,4
Effet de valorisation *	735,1	3 216,0	4 631,3	4 956,9	1 553,9	- 790,1

Source BOP

* 2017 par rapport à déc 2016

* 2018 par rapport à déc 2017

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE DU DINAR ALGERIEN

		2016		1er TRIMESTRE 2017		2e TRIMESTRE 2017		3e TRIMESTRE 2017		4e TRIMESTRE 2017		2017	
		MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE
ⵎ	1	109,4654	110,5274	109,9498	110,0140	109,0665	107,8459	110,0176	113,2077	114,8101	114,9327	110,9610	114,9327
YEN	100	101,0106	94,6742	96,7066	96,3717	96,1662	96,2781	99,1493	100,7052	101,6905	102,0219	98,9281	102,0219
£	1	148,2511	135,7331	136,1448	137,1746	139,4987	140,2418	143,9351	151,9057	152,4397	154,8333	143,0046	154,8333
EURO	1	121,1766	116,3743	117,1303	117,6270	120,0294	123,0576	129,0702	133,3078	135,0627	137,4863	125,3231	137,4863

		2017		1er TRIMESTRE 2018		2e TRIMESTRE 2018	
		MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE	MOYENNE	FIN DE PERIODE
ⵎ	1	110,9610	114,9327	114,0706	114,0777	115,7269	117,6749
YEN	100	98,9281	102,0219	105,3315	107,4380	106,0651	106,3536
£	1	143,0046	154,8333	158,7310	160,2103	157,4968	154,3176
EURO	1	125,3231	137,4863	140,1792	140,5495	138,0191	136,7912

SITUATION MONETAIRE (EN MILLIONS DE DA)

	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
AVOIRS EXTERIEURS(net)	12 688 007	11 928 881	11 487 281	11 838 868	11 227 401	10 817 237	10 430 688
Banque centrale	12 694 152	12 023 517	11 577 689	11 723 405	11 320 778	10 895 436	10 501 770
Banques commerciales	98 115	96 636	90 428	86 742	93 377	78 199	71 184
CREDIT INTERIEUR	10 692 087	11 930 601	11 686 786	12 324 104	13 671 932	14 794 238	14 648 226
CREDIT A L'ETAT(net)	2 882 207	3 957 860	3 114 948	3 882 848	4 891 901	6 761 788	6 138 124
Banque centrale	870 063	209 672	315 823	24 840	1 967 385	2 868 871	2 316 649
Dont Titres émis ou garantis par l'Etat	-	-	-	300 000	2 495 000	3 885 000	3 585 000
. Au titre de l'article 63 ordonnance 03-11	-	-	-	300 000	300 000	300 000	-
. Au titre de l'article 46 bis Loi n° 17-10	-	-	-	-	2 195 000	3 585 000	3 585 000
Banques commerciales	2 397 891	2 152 518	2 245 189	2 547 739	1 698 695	1 536 849	1 623 540
Autres crédits	1 164 379	1 255 670	1 185 890	1 090 369	1 035 920	1 446 078	1 197 935
			0				
CREDIT A L'ECONOMIE	7 909 880	8 172 641	8 470 838	8 881 168	8 880 030	8 042 441	8 408 101
Banque centrale	2 066	2 072	2 083	2 124	2 166	2 177	2 335
Banques commerciales	7 907 815	8 170 468	8 468 756	8 659 034	8 877 865	8 040 264	8 405 766
MONNAIE ET QUASI-MONNAIE	13 818 308	14 307 112	14 408 104	14 573 880	14 874 578	16 838 310	16 898 888
Monnaie	9 405 972	9 728 645	9 928 057	9 920 084	10 266 060	10 717 434	10 865 238
Circulation fiduciaire HBA	4 497 200	4 588 602	4 661 882	4 822 571	4 716 905	4 798 052	4 863 762
Dépôts à vue	3 745 394	3 884 373	3 990 596	4 007 145	4 513 335	4 486 305	4 803 542
Dépôts auprès du Trésor	404 986	445 222	339 892	278 873	261 307	607 157	311 041
Dépôts auprès des CCP	759 392	810 449	845 689	811 495	774 513	838 920	886 893
						10 865	
Quasi-monnaie	4 409 337	4 578 466	4 578 047	4 653 746	4 708 518	4 920 876	5 071 431
DEPÔTS PREALABLES A L'IMPORTATION	719 624	708 700	764 033	763 330	811 078	678 073	702 294
FONDS DE PRETS DE L'ETAT	20 556	18 877	17 469	16 877	15 985	15 295	14 793
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A M & L TERME	3 519	3 541	3 683	3 940	3 788	4 083	3 870
CONTREPARTIE ALLOCATIONS DTS	178 033	178 855	179 640	191 705	196 118	198 723	198 321
AUTRES POSTES (net)	8 450 064	8 540 295	7 702 116	8 411 084	8 797 786	9 076 992	8 120 855

* Données préliminaires

STRUCTURE DES DEPOTS

En millions de DA	2016	2017			2018 *		
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
DEPÔT A VUE	4 909 772	5 140 043	5 166 175	5 097 513	5 549 155	5 932 382	6 001 476
DEPÔTS DANS LES BANQUES	3 732 175	3 865 393	3 952 810	3 975 931	4 498 982	4 462 768	4 781 786
DEPÔTS A LA BA	13 219	18 980	27 785	31 214	14 353	23 536	21 755
DEPÔTS AU TRESOR	404 986	445 222	339 892	278 873	261 307	607 157	311 041
DEPÔTS AU CCP	759 392	810 449	845 689	811 495	774 513	838 920	886 893
DEPÔTS A TERME	4 409 337	4 578 468	4 578 047	4 653 746	4 708 518	4 920 876	5 071 431
DEPÔTS EN DINARS	3 929 917	4 082 319	4 068 355	4 105 715	4 165 111	4 335 086	4 471 391
DEPÔTS EN DEVICES	479 420	496 149	509 692	548 031	543 407	585 790	600 040

En pourcentage du total	2016	2017			2018 *		
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
DEPÔT A VUE	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPÔTS DANS LES BANQUES	76,02%	75,20%	76,51%	78,00%	81,08%	75,23%	79,68%
DEPÔTS A LA BA	0,27%	0,37%	0,54%	0,61%	0,26%	0,40%	0,36%
DEPÔTS AU TRESOR	8,25%	8,65%	6,58%	5,47%	4,71%	10,23%	5,18%
DEPÔTS AU CCP	15,47%	15,77%	16,37%	15,92%	13,95%	14,14%	14,78%
DEPÔTS A TERME	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
DEPÔTS EN DINARS	89,13%	89,16%	88,87%	88,22%	88,46%	88,10%	88,17%
DEPÔTS EN DEVICES	10,87%	10,84%	11,13%	11,78%	11,54%	11,90%	11,83%

* Données préliminaires

REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR MATURITE

En millions de DA	2016	2017				2018 *	
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
CREDITS A L'ECONOMIE	7 909 880	8 172 541	8 470 839	8 661 158	8 880 030	9 042 441	9 408 101
CREDITS A COURT TERME	1 914 230	2 020 892	2 021 678	2 213 259	2 298 014	2 304 236	2 528 214
CREDITS A MOYEN TERME	1 810 828	1 756 469	1 962 501	1 948 592	1 844 394	1 901 472	1 751 324
CREDITS A LONG TERME	4 184 823	4 395 180	4 486 661	4 499 307	4 737 622	4 836 733	5 128 562

(En pourcentage du total)	2016	2017				2018 *	
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
CREDITS A L'ECONOMIE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
CREDITS A COURT TERME	24,20%	24,73%	23,87%	25,55%	25,88%	25,48%	26,87%
CREDITS A MOYEN TERME	22,89%	21,49%	23,17%	22,50%	20,77%	21,03%	18,62%
CREDITS A LONG TERME	52,91%	53,78%	52,97%	51,95%	53,35%	53,49%	54,51%

* Données préliminaires

REPARTITION DES CREDITS A L'ECONOMIE PAR SECTEUR

En millions de DA	2016	2017				2018 *	
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
Secteur Public	3 952 177	4 159 804	4 166 500	4 234 142	4 311 263	4 499 746	4 640 717
Secteur Privé	3 957 057	4 011 978	4 303 648	4 426 320	4 568 252	4 542 173	4 766 819
dont ménages	536 600	559 571	596 514	621 702	656 711	684 485	716 426
Administration Locale	646	759	692	696	515	521	565
TOTAL:	7 909 880	8 172 541	8 470 839	8 661 158	8 880 030	9 042 441	9 408 101

(En pourcentage du total)	2016	2017				2018 *	
	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18 *	juin-18 *
Secteur Public	49,97%	50,90%	49,19%	48,89%	48,55%	49,76%	49,33%
Secteur Privé	50,03%	49,09%	50,81%	51,11%	51,44%	50,23%	50,67%
dont ménages	6,78%	6,85%	7,04%	7,18%	7,40%	7,57%	7,61%
Administration Locale	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%

* Données préliminaires

EVOLUTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

En Millions de DA	Reprise de liquidité	Facilité de dépôts	Dépôts à vue des banques à la Banque d'Algérie	TOTAL
déc-16	-	-	820 940	820 940
mars-17	-	-	1 019 204	1 019 204
juin-17	-	-	779 874	779 874
sept-17	-	-	511 820	511 820
déc-17	-	-	1 380 625	1 380 625
mars-18	567 000	-	894 141	1 461 141
juin-18	255 500	-	1 308 283	1 563 783

INDICATEURS DU MARCHÉ MONÉTAIRE (FIN DE PÉRIODE)

En millions de DA	Mars 2017		Juin 2017		Septembre 2017		Décembre 2017		Mars 2018		Juin 2018	
	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %	MONTANT	TAUX D'INTERET %
- REESCOMPTE	324 382	3,50										
- ADJUDICATIONS												
- PENSIONS												
- OPEN MARKET	58 000	3,50	386 222	3,50	559 532	3,50						
- 7 Jours *	58 000	3,50			81 376	3,87						
- 3 Mois *			206 782	3,54	237 149	3,87						
- 6 Mois *			92 337	3,54	92 337	3,87						
- 1 AN *			88 103	3,54	88 103	3,87						
- OPERATION REGLAGE FIN					60 567	3,50						
- FACILITE DE PRÊT MARGINAL								24 791	5,5			
- TOTAL REFINANCEMENT	382 382		386 222		559 532			24 791				
REPRISES DE LIQUIDITE												
- A 7 Jours								567 000	1,850	55 500	1,880	
- A 1 Mois										200 000	0,500	
- A 3 Mois												
- A 6 Mois												
FACILITES DE DEPÔTS												
TOTAL :	-		-		-		-	567 000		255 500		
- INTERBANCAIRE AU J/J	31 000	0,8052	94 800	2,2982	24 500	2,0931	-	-	30 800	1,3833	50 000	1,0000
- INTERBANCAIRE A TERME	256 800	1,3720	187 150	2,5024	136 360	4,2241	55 300	3,4480	88 080	2,0094	31 460	1,5247
- TOTAL INTERBANCAIRE	287 800		261 950		160 860		55 300		118 680		81 460	

(*) Taux d'intérêt moyen pondéré

INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES

DESIGNATION	Milliards de Dinars			
	2016 à fin déc	2017 à fin mai		2018 à fin mai
- RECETTES BUDGETAIRES	5 042,2	3 171,3	5 997,9	3 426,6
RECETTES HYDROCARBURES**	1781,1	955,4	2127,0	1179,0
RECETTES HORS HYDROCARBURES	3261,1	2215,9	3870,9	2247,6
RECETTES FISCALES	2422,9	1169,3	2630,0	1156,1
RECETTES NON FISCALES	838,2	1046,6	1240,9	1091,4
DIVIDENDES DE LA BANQUE D'ALGERIE	610,5	919,0	919,8	1000,0
- TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	7383,6	3322,5	7282,7	4079,0
DEPENSES COURANTES	4591,4	2137,3	4677,2	2251,9
DEPENSES EN CAPITAL	2792,2	1185,2	2605,4	1827,1
- FONDS D'ASSAINISSEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0
- SOLDE BUDGETAIRE	-2 341,5	-151,2	-1 284,8	-652,4
- SOLDE GLOBAL DU TRESOR	-2 387,3	-287,3	-1 640,3	-663,5
- FINANCEMENT	2 387,3	287,3	1 640,3	663,5
BANCAIRE	1 520,0	-334,3	1 657,3	1 502,7
NON BANCAIRE	765,2	623,0	-14,4	-796,0
EXTERIEUR (NET)	102,1	-1,3	-2,6	-43,2

Source : Ministère des finances

** Dont dividendes